

Non aux réformes Blanquer !

Le projet de loi « pour une école de la confiance » est présenté aux instances consultatives dans la précipitation. Le ministre souhaiterait une application à la rentrée 2019. Son projet autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances sur la réforme territoriale. La fusion des académies existantes est un pas de plus vers une régionalisation de l'Éducation nationale et la remise en cause des règles nationales.

Les autres dispositions essentielles de ce projet de loi sont en totale cohérence avec la remise en cause des garanties nationales avec la possibilité, sous couvert d'expérimentation, d'adapter localement les horaires d'enseignement.

Nous demandons le retrait de ce projet de loi.

2 650 postes seraient supprimés dans le 2nd degré à la rentrée 2019, auxquels il faut ajouter la suppression de **400 postes** de personnels administratifs : Les annonces ministérielles ne font que confirmer ce que nous savions déjà : la « priorité à l'éducation » revendiquée par le gouvernement n'est qu'une illusion.

Ces suppressions sont indissociables des contre-réformes engagées par le ministre, en particulier celles du lycée, du baccalauréat et de la voie professionnelle.

Ces attaques inacceptables contre l'École publique et ses personnels font système avec les attaques contre le statut général des fonctionnaires et les 120000 suppressions de postes prévues dans la Fonction publique, sur le quinquennat.

Des salaires toujours gelés !

La valeur du point d'indice a été gelée de 2010 à 2016 et l'est de nouveau depuis 2017, les retenues pour pension civile ont augmenté, et la CSG majorée de 1,7 point.

Une évaluation de plus en plus arbitraire des enseignants !

Avec la mise en place de PPCR, l'introduction des nouvelles modalités d'évaluation des enseignants conduit à l'arbitraire le plus total : appréciations subjectives, non justifiées, sans réelles possibilités de recours, les enseignants sont parfois évalués sans avoir rencontré qui que ce soit ; appréciations qui pénaliseront les personnels jusqu'à la fin de leur carrière !

Et maintenant : les retraites !

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, a confirmé l'intention du gouvernement d'instaurer un régime universel par points, en vigueur à partir de 2025 et donc de supprimer le code des pensions. Cela signifierait la fin de la référence aux 6 derniers mois de salaire, dès lors, les salariés ne pourront plus prévoir leur âge de départ ni le montant de leur retraite, c'est pourquoi nous nous opposons à ce projet.

Face à cette offensive généralisée contre nos droits, nos salaires, nos postes et nos conditions de travail, nos organisations FNEC-FP FO 53, Sud Éducation 53 et UNL-SD 53 exigent :

- l'arrêt des suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires ;
- le retrait de Parcoursup, de la réforme du lycée et du baccalauréat, l'abandon de la réforme de la voie professionnelle et le retrait du projet de loi pour « l'école de la confiance » ;
- l'abandon de la fusion des académies ;
- l'abandon de la nouvelle évaluation des enseignants et donc l'abandon du PPCR qui en est à l'origine.

La FNEC-FP FO 53, Sud Éducation 53 et UNL-SD 53 appellent la jeunesse et les personnels de l'Éducation nationale de la Mayenne à se mobiliser et à se mettre en grève lundi 12 novembre et à rejoindre le rassemblement prévu à 10h30 devant la DSDEN (Cité administrative, rue Mac Donald à Laval).